



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général aux
Affaires Départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 52-2023-01-00056 DU 12 JANVIER 2023

portant mise en demeure de respecter les dispositions prévues à l'article 18.3.2 et 18.3.4 (respect de seuils de rejets des eaux / respect de la périodicité annuelle des analyses des rejets des eaux) de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2015

Société *MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA)*

Commune de VIGNORY

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, partie réglementaire et partie législative, Livre Ier Titre VIII et Livre V Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et les articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 976 du 3 mars 2015 portant prescriptions pour la poursuite de l'exploitation d'une carrière de roche massive et la régularisation d'installations de traitement de matériaux par l'entreprise MCA sur le territoire des communes de VIGNORY et FRONCLES, lieux-dits «Foret de Boué» et «Boil» ;

Vu la demande de régularisation et de prolongation datée du 28 février 2014 et le dossier joint à cette demande, daté du 30 avril 2014 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 décembre 2022 suite à une visite d'inspection menée le 20 octobre 2022 sur la carrière exploitée par la société MCA sur le territoire des communes de VIGNORY et FRONCLES, lieux-dits «Foret de Boué» et «Boil» et le projet d'arrêté de mise en demeure annexé à ce rapport transmis en recommandé avec accusé de réception à l'exploitant lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques à l'autorité administrative (préfet et inspection des installations classées) ;

Vu l'absence de remarque de l'exploitant sur le projet d'arrêté de mise en demeure lors de la procédure contradictoire de 15 jours ;

CONSIDERANT que la société MCA doit respecter, par l'article 18.3.2 de l'arrêté préfectoral

susvisé, les prescriptions suivantes :

- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l,
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l,
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l ;

CONSIDERANT qu'aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites ;

CONSIDERANT que la société MCA doit respecter, par l'article 18.3.4 de l'arrêté préfectoral susvisé, les prescriptions suivantes :

Une analyse sera réalisée annuellement sur les rejets en sortie du séparateur débourbeur d'hydrocarbures équipant l'aire étanche sur les paramètres suivants : pH – MES – DCO – hydrocarbures.

Ces résultats seront transmis annuellement à l'inspection des installations classées, accompagnées des remarques sur les éventuels dépassements et les actions correctives menées ;

CONSIDERANT que les dernières analyses fournies par l'exploitant datent de 2019 ;

CONSIDERANT que les dernières analyses réalisées le 11 avril 2019 montre un taux de MES (Matières En Suspension) de 270 mg/l, supérieur à celui autorisé de 35 mg/l ;

CONSIDERANT que ce taux est supérieur au double de celui autorisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Marne,

ARRÊTE

Article 1 :

La société MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA), dont le siège social est situé rue François Urano, 08000 WARCQ, est mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 18.3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé **dans un délai de 3 mois à réception du présent arrêté** en produisant des analyses dont les résultats seront conformes aux prescriptions de l'autorisation délivrée.

Article 2 :

La société MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA), dont le siège social est situé rue François Urano, 08000 WARCQ, est mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 18.3.4 de l'arrêté préfectoral susvisé **dans un délai de 3 mois à réception du présent arrêté**, en transmettant aux installations classées, une analyse des rejets en sortie de séparateur décanteur.

Article 3 :

Comme le prévoit le II de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, en cas de sanction prévue ci-dessus suite à non-respect d'au moins une des mises en demeure des articles 1 et 2 du présent arrêté, il pourra être procédé à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Article 4 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction selon les principes édictés à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 :

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Grand-Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA) et dont une copie sera adressée pour information aux Maires de VIGNORY et de FRONCLES.

Chaumont, le 12 JAN. 2023
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire général de la préfecture

Maxence DENFIER



